

Le Japon et la Croatie annoncent de nouvelles mesures contre le déclin démographique

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC AFP

23 décembre 2024



Le Japon voit sa population diminuer à une vitesse folle. La ville de Tokyo a donc décidé d'ouvrir sa boîte à outils pour freiner ce déclin démographique. La mairie de Tokyo rendra gratuits les frais des crèches pour tous les enfants à partir de septembre 2025 dans le cadre d'efforts pour stimuler le faible taux de natalité au Japon, a annoncé la gouverneure de la capitale nippone, Yuriko Koike.

Cette mesure vise à réduire la charge financière des familles en étendant la politique de gratuité des crèches déjà en vigueur à partir du deuxième enfant.

« Le Japon est confronté à la crise du déclin du nombre d'enfants, qui n'est pas près de disparaître », a déclaré Yuriko Koike en annonçant ce projet. « Il n'y a pas de temps à perdre » pour résoudre le problème, a-t-elle ajouté, faisant écho aux avertissements du Premier ministre japonais et d'autres responsables, évoquant une crise démographique imminente.

La politique menée à Tokyo, l'une des villes les plus peuplées du monde avec 14 millions d'habitants, est la première initiative locale de ce type au Japon, selon des médias du pays. Les crèches publiques sont actuellement accessibles aux parents qui travaillent, mais le gouvernement nippon prévoit d'en élargir l'accès à tous les ménages.

Yuriko Koike a également déclaré qu'elle souhaitait introduire la possibilité d'une semaine de travail de quatre jours pour le personnel de la mairie de Tokyo, dans le cadre d'une initiative nationale visant à encourager la parentalité.

Ces mesures pourraient atténuer les effets délétères de la culture du travail et de la hausse du coût de la vie, deux facteurs qui expliqueraient en grande partie la chute ininterrompue du taux de natalité dans le pays.

De nombreux pays industrialisés sont confrontés à de faibles taux de natalité, et le problème est particulièrement aigu dans l'archipel nippon, dont la population diminue depuis plusieurs années.

Le Japon perdrait même 100 personnes par heure. En un an, l'archipel compte 600 000 habitants de moins, selon le ministère des affaires intérieures.

Et d'après la Banque mondiale, le pays abrite la population la plus âgée du monde après Monaco. L'année dernière, son taux de natalité s'est établi à 1,2, bien en deçà des 2,1 enfants nécessaires pour maintenir le niveau de

la population.

| Autre pays, autres mesures, même problème

Le Premier ministre croate a annoncé toute une batterie de mesures d'un montant de 685 millions d'euros, destinées à enrayer le déclin démographique du pays qui voit sa population vieillir, son taux de natalité s'effondrer et sa jeunesse s'exiler.

Plusieurs études ont récemment mis en garde contre un effondrement démographique de ce pays de 3,8 millions d'habitants – soit 10 % de moins qu'en 2013, lorsque la Croatie a rejoint l'UE.

« Les chiffres montrent que la situation appelle des mesures fortes », a déclaré Andrej Plenkovic, « des actions qui vont stimuler le taux de natalité, d'autres qui vont permettre aux gens de rentrer » en Croatie. « Il faut que cela devienne une question stratégique », a ajouté le Premier ministre. Plus de 400 millions d'euros sont destinés aux familles et devraient être distribués sous forme d'aide à partir du mois de mars.

« Nous sommes conscients que la famille est le noyau de la société croate et nous voulons améliorer la situation des mères et des pères », a précisé Monsieur Plenkovic. Parmi les mesures adoptées, un triplement du montant maximum des indemnités versées lors du congé maternité, aujourd'hui limités à 998 euros.

La prime versée par l'État à l'arrivée d'un enfant sera quant à elle doublée – elle sera d'un peu plus de 600 euros, et le congé paternité, actuellement de 10 jours, sera aussi doublée.

Cela fait des années que la Croatie voit son taux de natalité chuter de

façon vertigineuse. L'an dernier, seuls 32 170 enfants y sont nés - le chiffre le plus bas depuis l'indépendance du pays en 1991.

Outre une natalité en chute libre, le pays fait face à l'exode d'une partie de sa force de travail en majorité vers d'autres pays de l'UE. En 2022, Zagreb a tenté de mettre un frein à la fuite des cerveaux en promettant jusqu'à 26 000 euros à ceux qui reviendraient pour créer une entreprise. Mais la mesure n'a pas donné les résultats escomptés.

Les quelque 400 000 Croates qui ont quitté le pays depuis son adhésion à l'UE invoquent régulièrement les salaires plus élevés mais aussi la corruption et le népotisme qu'ils disent fuir en Croatie. Selon l'ONU, le pays ne comptera pas plus de 2,5 millions d'habitants d'ici 2100.